

SITUATION, STRATEGIE ET POLITIQUE SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE  
TRANSFRONTIERE A GRANDES DISTANCES EN ESPAGNE

Ministère de Travaux Publics et d'Urbanisme  
Direction Générale de l'Environnement

Notre pays considère que la pollution atmosphérique et les dépôts acides ne constituent de problèmes aussi grave et généralisés que dans les autres pays. Nous considérons comme prioritaire la conservation de l'environnement et la protection de ressources naturelles, surtout des vastes zones de la Méditerranée qui sont affectées par la sécheresse, l'aridité et la désertification. Nous avons pris une série de mesures et nous avons élaborés des stratégies résumées dans les suivants points: réduction et contrôle des émissions globales de  $\text{SO}_2$ ; planification et politique énergétique; utilisation des charbons avec un taux bas de soufre; emploi de gaz naturel dans les centrales thermiques; élaboration de plans de recherches technologiques applicables à la combustion de nos charbons; adaptation de directives communautaires sur la qualité de l'air ( $\text{SO}_2$ ,  $\text{NO}_2$ , particules en suspension et le plomb); nouvelles stations de l'actuel Réseau de Surveillance EMEP, en incorporant les mesures de gaz de  $\text{NO}_x$ ,  $\text{HNO}_3$  et ainsi que de particules  $\text{NO}_3$ , etc. etc.

Cette tâche est difficile et coûteuse, laquelle empêche, pour l'instant, l'établissement d'une stratégie politique plus dure pour réduire la pollution atmosphérique.

- Le Gouvernement Espagnol est chaque jour plus conscient de l'importance de la pollution atmosphérique et considère toujours la Convention de Genève comme le meilleur cadre international pour combattre la pollution transfrontière et étudier les effets des dépôts acides sur l'environnement.
- Nous considérons que, grâce à nos conditions géographiques, météorologiques et géologiques, la pollution atmosphérique et les dépôts acides ne constituent en Espagne de problèmes aussi graves et généralisés que dans les autres pays. Notre climatologie spéciale (évapotranspiration, insolation élevée, hautes températures et basse

- pluviométrie) et la faible concentration de centres polluants par km<sup>2</sup> provoquent qu'il y ait plutôt des dépôts secs de nitrates et de sulfates en forme d'aérosols que des pluies acides proprement dites.
- Notre pays considère comme prioritaire la conservation de l'environnement et la protection des ressources naturelles. Par conséquent, il réclame un plus grand intérêt pour les problèmes additionnels de la sécheresse, de l'aridité, de la dégradation des sols et de la désertification de vastes zones de la Méditerranée qui font que nos écosystèmes soient plus sensibles et plus vulnérables aux agents polluants.
  - D'autre part, on déduit des dernières études réalisées que l'Espagne montre un petit solde récepteur positif en ce qui concerne les émissions de SO<sub>2</sub> et de poussière en suspension provenant, respectivement, d'Europe<sup>2</sup> et d'Afrique.
  - Nous avons détecté l'existence des dégâts des forêts forestières et des cultures des provinces de Castellon, de Teruel et de Tarragona, ainsi que de notre patrimoine artistique et culturel.
  - A la lumière des travaux et des études réalisés jusqu'à présent, il n'est pas possible d'établir un diagnostic final de l'existence d'une relation cause-effet de dépôt humide dans les dégâts observés.
  - Néanmoins, nous sommes conscients des risques et des dangers qu'entraîne cette situation pour l'avenir et pour cela nous avons pris une série de mesures en nous élaborant des stratégies qui peuvent être résumées dans les suivants points:
    - A partir de 1985, les émissions de SO<sub>2</sub> dans les ensembles urbains industrialisés ont été réduites d'un 50%.
    - En 1983, à la suite de l'entrée en vigueur dans notre pays de la Convention de Genève sur la Pollution Transfrontière, ont été commencés, la planification et le projet du Réseau National EMEP.
    - En 1984, la première de ces stations a commencé à fonctionner à San Pablo de los Montes (Toledo) et aussi la Station Basse de la Pollution de "Fond" de Izana, à Tenerife, aux îles Canaries, du Réseau BaPMON, patronné par le PNUMA et coordonné par l'OMM.
  - En accord avec les prévisions actuelles de la planification énergétique et les hypothèses raisonnables de la consommation, on peut considérer qu'en 1992, les émissions totales de SO<sub>2</sub> seront de la même grandeur qu'en 1980.

- Cela signifie une importante réduction des émissions actuelles et - principalement - de celles qui existeraient en 1992 si on n'avait pas entrepris de mesures tendantes à les réduire, vu qu'à cette date, on estime que l'augmentation de la consommation de l'énergie primaire sera de 27%.
- Etant donné que la plupart du charbon additionnel national ainsi qu'importé, sera de basse teneur en soufre, il y a des possibilités raisonnables de réussir des réductions supplémentaires de  $SO_2$ .
- Des mesures de politique énergétique qui comprennent une réduction des émissions globales, par exemple: la promotion de la consommation de gaz naturel, la réduction de la capacité installée due fuel-oil, une réduction draconienne des heures de son fonctionnement, la diversification de la structure de la production électrique pour 1992, le développement d'une puissance hydraulique, la stimulation de la substitution des produits pétroliers et du développement renouvelables.
- Promotion de la réduction du soufre contenu dans l'houille et dans l'antracite nationale destinés aux thermiques et dans les lignites noirs pour l'usage électrique.
- L'utilisation des charbons avec un taux bas de soufre pour les mélanges avec les lignites d'une grande teneur en soufre.
- Combustion de gaz naturel dans les centrales situées dans les zones de grande densité de population.
- Amélioration de la teneur des combustibles solides utilisés, à travers l'obligation de toutes les grandes entreprises de production électrique d'avoir des laboratoires d'analyse de leurs charbons.
- Amélioration du contrôle des niveaux d'émissions et d'immissions dans les centrales thermiques conventionnelles, à travers de l'extension à tout le parc de puissance - supérieure à 50 MW pour le charbon et 200 MW pour le fuel-oil, l'obligation de disposer d'équipements de mesure continue des émissions de  $SO_2$ ,  $NO_x$  et de particules; et améliorer et compléter les réseaux de surveillance d'immission de ces composés.
- Développement, en collaboration avec les autres pays de la Commission Economique Européenne, de plans de recherches technologiques applicables à la combustion de nos charbons.
- Entrée en vigueur de la normative, ajustée à la directive communautaire, par laquelle on établit de nouvelles normes de qualité de l'air et on

définit les valeurs limites, les valeurs guides et les valeurs de référence pour déclaration de la situation d'exception du dioxyde de soufre et des particules en suspension.

- De même, la normative qui définit les valeurs limites pour le dioxyde d'azote, et le plomb et les valeurs guides pour le dioxyde d'azote existants dans l'atmosphère, est sur le point d'entrer en vigueur.
- Pour ce qui reste de l'année 1986, on espère agrandir l'actuel Réseau de Surveillance EMEP/BaPMoN de trois nouvelles stations (ce que fera quatre au total) en incorporant les mesures de gaz de  $\text{NO}_x$ ,  $\text{HNO}_3$  et  $\text{NH}_3$  ainsi que de particules  $\text{NO}_3^-$ .
- Pendant les années 1987 - 1989 on complètera le projet du Réseau National avec les quatre stations restantes qui s'adopteront au programme des mesures du EMEP pour cette phase.
- Toutes ces activités vont impliquer pour notre pays la réduction et mise en oeuvre de nouveaux plans d'amélioration de la qualité de l'air, à travers des programmes de contrôle et de diminution des émissions et la mise à point de tous les réseaux de surveillance existants.
- On augmentera les études sur la diffusion, le transport et la déposition des polluants dans l'atmosphère, ainsi que le développement de programmes concertés d'évolution de transport à grandes distances des polluants atmosphériques en Europe.
- Cette tâche nous oblige à une adaptation difficile et coûteuse, laquelle empêche, pour l'instant, l'établissement d'une stratégie politique plus dure réduire la pollution atmosphérique.
- Néanmoins, nous croyons que nous faisons un grand effort et que nous sommes en train de créer l'infrastructure et les stratégies nécessaires pour lutter contre la pollution atmosphérique et les effets de l'acidification, en pensant des maintenant à l'an 2000.